



Marché sensible

Affaire suivie par : Raphaëlle BRUAND - Tél. : 05.57.04.64.36
N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO40/2024

PROJET DE MARCHÉ

Projet de Marché n° xxx

**Travaux d'équilibrage de la ventilation
nucléaire d'ambiance du Laser
MégaJoule (LMJ) du CESTA**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Yvan MARTIN agissant en qualité de Directeur du CEA/CESTA,

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait élection de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait élection de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Nombre total de pages : X

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET3

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES3

ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX3

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....4

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX4

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE4

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION.....5

ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS REMUNEREES SUR
BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES :6

ARTICLE 9 : GESTION DES MODIFICATIONS :6

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE8

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE8

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES8

ARTICLE 13 : AVANCE.....10

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION11

ARTICLE 15 : PENALITES.....12

ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET13

ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE14

ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....15

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION17

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET MONTANTS ASSOCIES18

ANNEXE 3 : CALENDRIER D'EXECUTION19



ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux d'équilibrage de la ventilation nucléaire d'ambiance de la zone délimitée au sein du Laser MégaJoule (LMJ) du CEA CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité réf. DR16/2025 du 12/02/2025 signé par les Parties dans sa version applicable,
- La synthèse des exigences de radioprotection et de sûreté nucléaire applicables aux Entreprises Extérieures Intervenant sur l'installation n°35 LMJ réf. SYM SZLMJ ZLM ORG SE160152 dans sa dernière édition,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP ou Cahier des charges CdC) réf. DR022/2025 du 28/02/2025,
- Les instructions applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les sites du CESTA et du TEE, réf. « circulaire sécurité n° 14 du 30/05/2008 »,
- Le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- Le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A,
- Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B,
- Les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- Le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- Et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire **réf. XX du XX/XX/XXXX**.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme. Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le CCTP référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste 1 : phase de préparation et d'appropriation de l'architecture aéralique de la zone faisant l'objet des travaux, et management général de l'opération (poste ferme et forfaitaire),
- Poste 2 : réalisation d'un Point Zéro ayant pour objet de diagnostic de l'existant sur les deux réseaux d'ambiance de la ventilation nucléaire de la Zone délimitée (poste ferme et forfaitaire),

- Poste 3 : réalisation des travaux d'équilibrage des réseaux d'ambiance R1 et R2 de ventilation nucléaire conformément aux attentes du CCTP, et la réalisation d'une campagne de mesures de l'état final préalable à la réception (poste ferme et **forfaitaire ajustable**),
- Poste 4 : mise en œuvre de points de mesures supplémentaires nécessaires à la parfaite réalisation des prestations du marché (poste rémunéré sur bordereau de prix unitaires),
- Poste 5 : modifications éventuelles du marché prévues à l'article 9 et provisionné à hauteur maximale de 10 % du montant forfaitaire HT du marché.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA (soit T0) jusqu'au 31 décembre 2025. Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution.

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution figurant en annexe 3 du présent marché.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- Comme interlocuteurs techniques :
 - Pour le CEA : Jean-Marie BILLAUT Tél : 05.57.04.45.81
 - **Pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**
- Comme interlocuteurs commerciaux :
 - Pour le CEA : Raphaëlle BRUAND Tél : 05.57.04.64.36
 - **Pour le Titulaire : xxx Tél : xxx**

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations. Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.



ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.

Les prestations réalisées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) du lundi au vendredi entre 7h30 et 17h30. Pour rappel, l'horaire collectif de travail du CEA/CESTA correspond à la plage horaire 7h55 – 16h35.

La réalisation du point zéro (poste 2) et le réglage de la VN (poste 3) nécessitant une configuration de l'installation le plus nominale possible (portes fermées et absence de co-activité), **le titulaire devra les réaliser de nuit** (21h-6h). Seule la création des nouveaux points de mesures (poste 4) pourra être réalisée en journée, en respectant les contraintes d'intervention du LMJ.

Egalement, certaines périodes nécessitent une ventilation nucléaire totalement opérationnelle, en dehors desquelles les prestations objet du présent marché pourront être réalisées.

Enfin, en dehors des périodes d'exécution réelles des prestations, le Titulaire devra garantir la continuité de service des réseaux d'ambiance R1 et R2 de la VN, ainsi que la fonctionnalité sans dégradation des performances des réseaux R3 et R4.

L'ensemble des conditions d'exécution est détaillé aux articles 6 et 11 du CCTP.

Les interventions du Titulaire seront planifiées en fonction des activités à réaliser et du programme général du site. Afin de respecter au mieux les créneaux et les durées allouées aux interventions du Marché, le Titulaire proposera dans le Plan de Management et d'Assurance Qualité (PMAQ) une organisation permettant d'optimiser les heures d'arrivée et de départ de son personnel, ainsi que le positionnement horaire des pauses réglementaires.

A titre d'information, les plages horaires sont détaillées ci-après :

- horaires standards de 8h à 17h,
- horaires décalés du matin de 6h à 14h,
- horaires décalés de l'après-midi de 13h à 21h,
- horaires de nuit de 21h à 6h.

7.2 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

7.3 - REUNIONS DE SUIVI

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent marché. Elles sont détaillées dans le CCTP, à l'article 7.2.2.2. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire est chargé de rédiger un compte-rendu qui doit être soumis à l'acceptation expresse préalable du CEA.



ARTICLE 8 : MODE(S) OPERATOIRE(S) APPLICABLE(S) AUX PRESTATIONS REMUNEREES SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

A la survenance d'un besoin relevant des prestations rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires prévus en annexe 2 du présent marché, le CEA émet un ordre de service (OS) et l'adresse au Titulaire par courriel avec accusé de réception.

Chaque OS comprend :

- la désignation des lignes de bordereaux envisagées et leur volumétrie,
- les délais associés,
- les contraintes d'intervention sur site le cas échéant,
- le montant unitaire et le montant total (cf. annexe 2 du présent marché),
- la référence du présent marché,
- le numéro de l'OS spécifique et la date d'émission.

Il respecte impérativement les dispositions du présent marché et vaut comme « bon pour exécution ».

A réception de chaque OS, le Titulaire doit renvoyer l'accusé de réception au plus tard 5 jours ouvrés après sa réception, par courriel. Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans un OS préalablement et expressément accepté par le CEA.

ARTICLE 9 : GESTION DES MODIFICATIONS

9.1 Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du Marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du Marché.

9.2 Pendant l'exécution du Marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles. Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du Marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA. Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

9.3 Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comportant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de travaux/prestations et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FM spécifique et la date d'émission.

9.4 POUR LES ETUDES :

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des travaux, sans que

le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

9.5 POUR LES TRAVAUX :

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- Application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- Application des prix unitaires du BPU,
- Application des taux horaires/journaliers par qualification définis par le Marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- Application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires/journaliers par qualification, définis par le Marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le Marché, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles,
- Devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient de peines et soins défini dans la DPGF. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de cinq (5) jours calendaires/ouvrables à compter de la date de notification desdites fiches. Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le Marché. Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

9.6 MODALITES DE NOTIFICATION DES MODIFICATIONS :

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé. Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

9.7 Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la part estimative que dans la limite du montant plafond fixé à la somme de 10 % du montant HT de la part forfaitaire du marché. Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis à vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme. En aucun cas, le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

L'opération de réception a lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, à l'échéance des travaux faisant l'objet du marché. Elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

Les périodes de garanties applicables au présent marché sont celles issues des dispositions légales en vigueur ou à défaut celles visées dans les Conditions Générales d'Achat référencées dans l'article 2 ci-avant.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

12.1 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations forfaitaires et fermes (Postes 1 et 2) ;
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations forfaitaires, fermes, et ajustables (Poste 3) ;
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations du Poste 4 sur bordereau de prix (montant plafond),
- **XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)** au titre des prestations sur devis pour gestion des modifications (montant plafond).

La décomposition des montants par postes est présentée en annexe 2 du présent marché.

Le montant indiqué au titre des prestations sur bordereau de prix unitaires et sur devis préalables forfaitaires n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur. En tout état de cause, le Titulaire ne peut engager de dépenses au-delà de cette somme sans notification d'un avenant, et ce, sous peine de non règlement des dépenses excédentaires.

Le cas échéant, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent marché de nouvelles Unités d'œuvre (UO) gérées au BPU, et devenant récurrentes. Le chiffrage par le Titulaire de ces UO pourra faire l'objet de négociations entre les Parties.

Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix existants et les montants plafonds du présent marché. Cette création de nouvelles UO sera formalisée dans un compte rendu d'avancement hebdomadaire de suivi des prestations qui sera signé des Parties.

12.2 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

12.3 - FORFAITS AJUSTABLES :

Les prestations faisant l'objet du Poste 3 « réalisation des travaux d'équilibrage des réseaux d'ambiance R1 et R2 de ventilation nucléaire et campagne de mesures finale » sont rémunérées sur forfait ajustable. L'ajustement du montant du Poste 3 s'effectue au regard du nombre d'heures réellement réalisées et intervient après réalisation complète des prestations, préalablement à la réception du marché.

La formule d'ajustement applicable est la suivante :

$$\mathbf{Fa = Fi \times [1 + ((Va-Vi) / Vi)]}$$

Fa = montant du forfait ajusté,

Fi = montant initial du forfait tel qu'établi dans l'offre du Titulaire et reporté à l'article 12.1

Va = volumétrie horaire réellement exécutées pour la réalisation du Poste 3

Vi = volumétrie horaire établie dans l'offre du Titulaire

La volumétrie horaire définie dans l'offre du Titulaire (Vi) est définie ci-après : **XXXXXXX**

La valeur Va sera déterminée par le CEA/CESTA sur la base des Fiches de Demande d'Intervention (FDI) et des Bons d'Interventions (BI) délivrés par l'installation LMJ, qui sont préalables à toute autorisation d'accès aux locaux des prestations du Poste 3.

Cet ajustement et le montant associé sera présenté par l'une des deux Parties au plus tard 15 jours avant la date de la Revue d'acceptation finale prévue à l'article 7.2.2.2 « Réunions contractuelles du marché » du CCTP. Le montant ajusté final sera accepté par les Parties au cours de la réunion citée ci-avant, et la facturation associée interviendra dans le cadre du PV de réception du marché.

Si $|\Delta Fa| > 5 \%$ (en valeur absolue), alors la valeur Fa sera celle résultant de l'application de la formule susvisée. Si $|\Delta Fa| \leq 5 \%$ (en valeur absolue), alors la valeur Fa est maintenue à Fi.

Lorsque le cumul des évolutions dépasse 20 % (en valeur absolue), les évolutions font l'objet d'un avenant après négociations entre les Parties.



ARTICLE 13 : AVANCE

12.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA :

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC ferme du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30 % du montant TTC ferme du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

12.2 Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5 % ou 30 % ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue et du choix de l'entreprise de disposer d'une avance.

12.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à 50 % du montant du marché puis sur les termes de paiement suivants jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

12.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 12.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance. Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

14.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Au titre des travaux forfaitaires (Postes 1,2 et 3) :

Le CEA procède au paiement de 90 % du montant total forfaitaire hors taxes du marché répartis sur situations mensuelles d'avancement des travaux à l'acceptation sans réserves par le CEA desdits travaux, formalisée par un procès-verbal d'avancement.

Le solde du marché correspondant aux 10 % du montant total forfaitaire HT ainsi que l'ajustement du forfait du Poste 3 tel que prévu à l'article 12.3 s'effectuera lors de l'acceptation du PV de réception des travaux sans réserves par le CEA.

Prestations sur bordereaux de prix et fiches de modifications (FM) :

Le CEA procède au paiement des OS du poste 3 ou des FM, selon l'échéancier suivant :

- 100 % du montant total hors taxes à la réception sans réserves par le CEA des prestations attendues au titre de l'OS/FM et facturées sur la base des prix unitaires, taux horaires et coefficients d'approvisionnements et de peines et soins et/ou de sous-traitance visés à l'annexe 2 du présent marché.

14.2 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : **n° de commande SAP / P6xxx**
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception). A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG
SCD/BCD
Bâtiment DUNE
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application.

15.2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PENALITES DE RETARD :

Si le Titulaire n'a pas exécuté tout ou partie de la prestation dans les délais d'intervention prescrits dans le Cahier des Charges ou dans les délais fixés par le CEA dans les OS ou FDM DP signés, il peut être appliqué une pénalité :

- Pour les prestations forfaitaires : de 1/1000 ou du montant forfaitaire HT du poste considéré par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant forfaitaire HT des prestations forfaitaires (Postes 1, 2 et 3),
- Pour les OS et FM signés : de 1/500 (un pour cinq cents) du montant total HT de l'OS ou FM signé concerné par le retard, par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant total HT de l'OS ou FM signé considéré.

15.3 - MANQUEMENT AUX REGLES DEFINIES AU PMAQ

En complément des pénalités prévues par les CGA, une pénalité de 150 euros par anomalie constatée peut être appliquée en cas de manquement aux règles définies au Plan de Management et d'Assurance Qualité.

15.4 - RETENUE

En application de l'article 35 des CGA, lors de la réception, en cas de non remise totale ou partielle de la documentation associée à l'exécution du Marché, le CEA se réserve le droit d'effectuer une retenue spécifique de 5 % du montant total forfaitaire hors taxes du Marché, jusqu'à la remise de la documentation complète.



ARTICLE 16 : PROTECTION DU SECRET

Les dispositions du présent article ne se substituent pas aux dispositions du plan contractuel de sécurité applicable.

Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

16.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

16.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

16.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

16.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :

- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;

- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

16.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

16.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

16.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

16.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 17 : PERSONNEL DU TITULAIRE

17.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

17.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil.

Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

17.3 - PREVENTION DU RISQUE RADIOLOGIQUE

Les dispositions spécifiques sont indiquées à l'annexe 3 du CCTP « Exigences de radioprotection et contraintes ».

ARTICLE 18 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

18.1 - AUDIT DE MARCHÉ

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

18.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

18.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

18.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA



ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0							
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)											
PROCES-VERBAL DE :		Réception									
		Constat d'approvisionnement									
		Contrôle sur lieu de fabrication									
		Montage sur site									
		Mise en service industriel									
		Essais									
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)									
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)									
		Avancement									

Prononcé(e) sans réserves ¹											
Prononcé(e) avec réserves ¹		Motifs et énoncé des réserves :									
		Les réserves devront être levées avant le : / / 2 0									
Acceptation en dérogation		Date demande de dérogation : / / 2 0									
Refusé ¹		Motifs du refus									

Observations :											
----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Montant à facturer en € HT									,			€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	---

POUR LE CEA																	
Nom et prénom du prescripteur / Unité							Date			/			/	2	0		
							Signature :										
POUR LE TITULAIRE																	
Nom et prénom et qualité							Date			/			/	2	0		
							Signature :										

ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET MONTANTS ASSOCIES

N° SAP du poste	Désignation du poste	Montant du poste	% du terme de paiement	Désignation du terme de paiement	Montant du terme de paiement	Date de réception
10						



ANNEXE 3 : CALENDRIER D'EXECUTION

